



STOP À LA CASSE DE NOS MÉTIERS - SERVICE PUBLIC EN DANGER

Alerte sur les difficultés de l'accueil collectif de la Petite Enfance à Paris

Le manque d'effectifs nuit à la qualité de l'accueil des enfants et épuise les professionnel.les que nous sommes. **À ces difficultés endémiques, s'ajoutent une baisse du niveau de qualification des agent.es et, depuis le décret du 29 juillet 2022, le risque de voir recruter des personnes non formées pour travailler auprès des enfants.**

Les difficultés structurelles, organisationnelles et managériales subies par les Responsables d'établissements et Responsables adjointes les ont amené.es à entrer en lutte avant la période de regroupement, très vite suivi par une autre mobilisation le 30 Août avec l'ensemble des professionnel.les de la DFPE.

Aujourd'hui, le glissement de tâches s'immisce dans notre quotidien et génère une perte majeure d'efficacité des équipes : la directrice fait la plonge, l'agent.e technique surveille la sieste, l'auxiliaire de puériculture prépare les repas...

Par manque de professionnel.les, la Ville de Paris a été contrainte de réduire de 7h30 à 8h l'ouverture des établissements. Régulièrement, vous êtes confronté.es à des réductions d'horaires inopinées, voire des fermetures de section(s). Des centaines de places sont fermées, par manque de personnel : 500 postes vacants en septembre 2022 soit 5 à 20% de places en crèches non proposées aux familles selon les secteurs.

Or, les tout-petits en collectivité ont besoin de continuité de soins, c'est-à-dire que pour grandir sereinement ils doivent connaître et reconnaître les adultes qui prennent soin d'eux. Cet objectif est déjà compromis car le travail d'équipe se déconstruit insidieusement avec des changements de plannings et des remplacements incessants, toujours par manque de personnel. Les postes des « volants de remplacement » (insuffisants) proposés comme une solution palliative, sont en réalité puisés sur les postes existants et ils accroissent encore plus l'instabilité du travail d'équipes, comme un cercle infernal.

Les parents s'interrogent et c'est bien légitime : **« Pourquoi la Mairie de Paris ne recrute-t-elle pas à la hauteur des besoins ? Pourquoi les établissements doivent-ils régulièrement refuser des accueils, décaler les horaires d'ouverture ou de fermeture ? »** En tant que professionnel.les, nous nous interrogeons aussi sur ce manque de moyens octroyés pour offrir aux petit.es parisiens.nes un accueil de qualité au sein de la collectivité parisienne, qui fut pourtant jadis si vertueuse en la matière. « Difficile de trouver des professionnels de la Petite Enfance », nous dit-on ! Nous répondons : « formons-les ! Aidons-les à se loger à moins d'une heure de Paris ! Aidons-les avec une augmentation de salaire ! Recrutons des agents techniques pour que la cuisine et la lingerie soient assurées chaque jour ! Reconnaissons la pénibilité des métiers de la Petite Enfance ! Laissons les psychologues et les psychomotriciens faire leur travail pour le bien-être des enfants et de leurs familles ! »

Nous ne voulons pas croire et ne pouvons pas croire qu'il puisse s'agir d'un choix délibéré de dégrader le service public de la petite enfance pour le transférer progressivement au secteur privé (comme c'est le cas dans les EPHAD) au risque d'engendrer des inégalités entre les familles parisiennes.

Ce n'est pas le modèle que nous, professionnel.les de la Petite Enfance de la Ville de Paris, avons choisi quand nous avons été recruté.es. Ce n'est pas le modèle que nous désirons et que nous défendons. Nous souhaitons exercer nos missions dans de bonnes conditions, pour toutes les familles et sans aucun berceau vacant.

30 août 2022, 09 septembre, 06 octobre 2022, 07 novembre 2022 : quatre préavis de grève avant lesquels l'Intersyndicale de la Petite Enfance de la Ville de Paris CGT-CFTC-UCP-FSU-FO a été reçue en vain par la Direction des Familles et de la Petite Enfance et par les Conseillers de Paris, M. Bloche et Mme Hervieu.

C'est pourquoi nous avons décidé d'une prochaine mobilisation le mardi 3 janvier 2022, où nous espérons avoir la compréhension, voir le soutien des parents et des élus. Nous appelons parents et élus municipaux à rejoindre la place de la République à 10h, pour marcher avec bruits, avec nous, vers l'Hôtel de Ville.

Bien sûr, la Préfecture de Police nous délivrera une autorisation au dernier moment, restez informé.es